

ARRETE MUNICIPAL

PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION

EW/FNV 2022.T021

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE sur MER**,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles
L 2212-1, L 2213-1 et suivants,
Vu les articles du Code de la Route,
Considérant la demande de l'**entreprise UTB** en date du 07 Janvier 2022 pour la mise en place
d'une nacelle afin d'effectuer des réparations de toiture à la demande de Monsieur GILBERT
ANTOINE, **12 rue d'Aguesseau** à Trouville-sur-Mer;
Considérant qu'il convient pour des raisons de sécurité de réglementer le stationnement et la
circulation rue d'Aguesseau.

ARRETE

Article 1 : L'**entreprise UTB** est autorisée à installer une nacelle au droit du **12 rue d'Aguesseau**, sur le trottoir et la voie de circulation. Un balisage et une protection devront être mis en place par l'entreprise UTB pour éviter tout risque d'accident avec les piétons et les automobilistes.

Article 2 : Le stationnement sera interdit sur 2 places (soit 10 m) au droit du 12 rue d'Aguesseau.

Article 3 : La circulation au droit du 12 rue d'Aguesseau s'effectuera en chaussée rétrécie avec mise en place d'une signalisation régulée physiquement par l'entreprise UTB. La circulation devra être impérativement préservée rue d'Aguesseau et le passage des bus et secours facilités.

Article 4 : La circulation des piétons sera interdite au droit du 12 rue d'Aguesseau pour des raisons de sécurité, pendant la durée des travaux. Les piétons seront déviés et devront emprunter le trottoir d'en face.

Article 5 : Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables **le Lundi 07 Février 2022**.

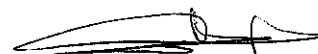
Article 6 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire ; **elle sera mise en place et entretenue par l'entreprise UTB**.

Article 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ; tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

Article 8 : Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Madame la Responsable du Service Sécurité et Tranquillité Publiques, les agents assermentés du Service de Police Municipale, et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.

Fait à Trouville sur Mer, Le 13 Janvier 2022

Pour le Maire par délégation
Le Conseiller Municipal
Délégué à la Sécurité



Stéphane SABATHIER



Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télérécurse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.